CONVENTION

Entre les soussignés :

- La Communauté Urbaine de Bordeaux, représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, Président, autorisé aux fins des présentes par la délibération n° en date du

ci-après dénommée « la Communauté Urbaine »

d'une part,

- Le Conseil Général de la Gironde, représenté par Monsieur Philippe MADRELLE, Président, autorisé aux fins des présentes par la délibération n° en date du

ci-après dénommé « Le Conseil Général »

d'autre part,

PREAMBULE

La Communauté Urbaine envisage de réaliser des aménagements sécuritaires et de restructuration sur l'avenue de l'Aquitaine (route départementale 911), tels que décrits à l'article 2 ci-après.

Ces aménagements, bien que concernant directement une voie du département, présentent toutefois un intérêt pour la voirie communautaire de par leur situation dans l'agglomération, l'homogénéité, la lisibilité et la sécurisation de l'aménagement. Réalisés sur le domaine public du Conseil Général, ils nécessitent une autorisation d'intervention du Conseil Général, concrétisée par une convention.

La Communauté Urbaine, étant à l'initiative de ces travaux en assurant tant la direction technique que le financement, aura la qualité de maître d'ouvrage pendant l'opération de construction.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser la Communauté Urbaine à réaliser des travaux de requalification de la voie sur le domaine public du Conseil Général,
- de déterminer les obligations des parties en ce qui concerne l'élaboration, l'exécution et le financement des travaux ainsi que les modalités d'entretien et de prise en charge ultérieure des aménagements réalisés.

ARTICLE 2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le projet se définit comme suit :

- Réaménagement de la chaussée de route départementale 911 (avenue de l'Aquitaine), entre la limite de la commune de Sainte EULALIE (sous le pont des A.S.F) et le n° 134 de l'avenue (environ 70 m). Selon le plan en annexe de la convention.

Les matériaux seront :

- Pour la chaussée : Béton Bitumineux à Modules Elevés
 - Pour le plateau surélevé : Béton bitumineux recouvert d'une résine de teinte claire.
- La mise en place de la signalisation réglementaire (gamme normale et de classe 2)

Le Conseil Général, reconnaît avoir pris connaissance du projet ainsi défini et de l'avoir agréé.

La Communauté Urbaine s'engage à réaliser les travaux dans le strict respect du projet ainsi défini.

ARTICLE 3 - FINANCEMENT

La Communauté Urbaine s'engage à financer les travaux dans le strict respect du projet ainsi défini.

ARTICLE 4 - DELAI

A la suite de la procédure d'appel d'offre la Communauté urbaine transmettra au Conseil Général, la date prévisionnelle de lancement des travaux dont la durée est estimée à 9 mois. Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont la Communauté Urbaine ne pourrait être tenue pour responsable.

La date d'intervention sera fixée d'un commun accord entre les parties et fera l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier.

La date d'effet de la mise à disposition des ouvrages est déterminée dans les conditions fixées à l'article 8.

ARTICLE 5 - PROGRAMME- MODALITES DE REALISATION

La Communauté Urbaine s'engage à réaliser l'ensemble des travaux portés sur le plan en annexe, sur l'avenue de l'Aquitaine dans le strict respect du projet.

Ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage unique de la Communauté Urbaine. La Communauté Urbaine fournira au Conseil Général les caractéristiques techniques des ouvrages à construire (c.c.t.p).

Le projet d'ensemble fera l'objet d'une validation par les services techniques du Conseil Général.

La Communauté Urbaine assurera :

- la préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,
- la passation, la signature et la gestion des marchés de travaux et de fournitures,
- le versement de la rémunération des entreprises et des fournisseurs,
- la réception des travaux,
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

ARTICLE 6 - RECEPTION DES OUVRAGES

La Communauté Urbaine est tenue d'obtenir l'accord préalable du Conseil Général, avant de prononcer la réception des ouvrages. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront réalisées selon les modalités suivantes :

- La Communauté Urbaine transmettra ses propositions au Conseil Général, en ce qui concerne la décision de réception, y compris les éventuelles réserves,
- Le Conseil Général fera connaître sa décision à la Communauté Urbaine dans le mois suivant la réception des propositions de la Communauté Urbaine,
- Le défaut de décision du Conseil Général dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Communauté Urbaine.

La Communauté Urbaine établira ensuite le Procès-Verbal de réception et la notifiera à l'entreprise, dès lors que les éventuelles réserves auront été levées, et copie en sera notifiée au Conseil Général.

ARTICLE 7 - REMISE DES OUVRAGES

Seuls les ouvrages réalisés seront remis après réception des travaux notifiés aux entreprises et à condition que la communauté urbaine ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour lui permettre une mise en service immédiate.

La remise interviendra à la demande de la Communauté Urbaine. Le constat contradictoire donnant lieu à l'établissement d'un PV de remise aux différents gestionnaires devra intervenir dans le délai de un mois maximum à compter de la réception de la demande émise par la Communauté Urbaine.

La remise prendra effet immédiatement après la date du constat contradictoire.

ARTICLE 8 - GESTION ET ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS

La communauté urbaine remet à disposition du Conseil Général les aménagements réalisés, hors plateau surélevé. Le transfert de la gestion et de l'entretien sera effectif à compter de la réception sur site des travaux entre la CUB et le Conseil Général.

Le procès-verbal de remise des ouvrages définit précisément les parties d'ouvrages dont l'entretien incombe aux différents gestionnaires.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Les études projet réalisées par la Communauté Urbaine (document graphique délimitant le périmètre d'intervention sur le domaine public du Conseil Général).

ARTICLE 10 - TRANSFERT DE GARANTIES

La Communauté Urbaine remettra le Document des Ouvrages Exécutés (DOE) et le Document d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) permettant la mise en œuvre des garanties, notamment les garanties particulières liées à l'ouvrage.

ARTICLE 11 - LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 - SIGNATURES

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour le Conseil Général de la Gironde,	Pour la Communauté Urbaine de Bordeaux
LE PRESIDENT	LE PRESIDENT